

Convention collective régionale

**EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES
DU SECTEUR DE LA PRODUCTION
DE CHAMPIGNONS
(CENTRE)**

AVENANT N° 15 DU 15 OCTOBRE 2004 (1)

NOR : AGRS0597023M

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles
(FDSEA),

D'une part, et

La confédération générale du travail (CGT),

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Revalorisation des salaires minima au 1^{er} octobre 2004

L'annexe I prévue à l'article 20 de la convention collective régionale du
26 mars 1986 est modifiée à compter du 1^{er} octobre 2004.

CATÉGORIE	COEFFICIENT	1 ^{er} OCTOBRE 2004
1 ^o Ouvriers		
Ouvrier débutant.....	110	7,61
Ouvrier	111	7,62
OS 1.....	112	7,64
OS 2.....	116	7,66
OQ	124	7,75
OHQ	132	8,05

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

CATÉGORIE	COEFFICIENT	1 ^{er} OCTOBRE 2004
Agent de contrôle	140	8,29
Agent technique.....	150	8,65
2 ^e Personnel d'encadrement		
Cadre 3 ^e groupe.....	170	9,45
Cadre 3 ^e groupe.....	180	9,90
Cadre 2 ^e groupe.....	200	10,65
Cadre 2 ^e groupe.....	225	11,75
Cadre 1 ^{er} groupe.....	280	14,15

Les salaires sont applicables à compter du 1^{er} octobre 2004 au profit des salariés présents à la date de signature de l'avenant.

Article 2

SMIC. – Garantie mensuelle de rémunération

En vertu des articles L. 141-1 à L. 141-9 du code du travail, aucun salaire ne peut être inférieur au SMIC.

Pour les entreprises ayant réduit le temps de travail à l'occasion du passage aux 35 heures par semaine, les dispositions relatives à la garantie mensuelle de rémunération (article 32 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 modifié par la loi n° 2003-47 du 17 janvier 2003 ; article 6-6 de l'accord national du 23 décembre 1981) doivent être prises en compte lors de la détermination de la rémunération mensuelle.

Article 3

Dépôt légal. – Extension

L'avenant est remis à chacune des organisations signataires et cinq autres exemplaires signés sont déposés au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de Loir-et-Cher, 34, avenue Maunoury, 41011 Blois Cedex.

Les parties en demandent l'extension.

Fait à Blois, le 15 octobre 2004.

(Suivent les signatures.)